



RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1999 B 20117

Numéro SIREN : 421 850 066

Nom ou dénomination : A.P.E.N. (Accompagnement Protection Evènement Nord)

Ce dépôt a été enregistré le 03/05/2016 sous le numéro de dépôt 7533

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLÉ

445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

A.P.E.N.
102 rue de Lannoy
59650 Villeneuve d'Ascq

RECEPISSE DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : A.P.E.N. (Accompagnement
Protection Evènement Nord)

Numéro RCS : 421 850 066
Numéro Gestion : 1999B20117

Forme Juridique : Société par actions simplifiée

Adresse : 102 rue de Lannoy
59650 Villeneuve d'Ascq

Numéro du Dépôt : 2016R007533 (2016 7552)

Date du dépôt : 03/05/2016

1 - Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

Date de l'acte : 27/04/2016

1 - Décision : Changement relatif à l'objet social

2 - Décision : Modification(s) statutaire(s)

2 - Type d'acte : Statuts mis à jour

Date de l'acte : 27/04/2016

Délivré à Lille Métropole le 19 mai 2016

Le Greffier,



16 Rec 7533
- 3 MAI 2016

102 rue de Lannoy
59650 Villeneuve d'Ascq
Tél : 03.20.73.16.93 (24h/24h)
Fax : 03.20.73.81.07
E.mail : contact@apen.fr
Site Web : www.APEN.fr
Siret 421 850 066 00034
APE : 8010 Z - SAS au capital de 7622 €
AUT-059-2113-01-2220140361963
N° TVA Intracommunautaire : FR 37421850066



Assemblée Générale EXTRAORDINAIRE (AGE)

Société par actions simplifiée au Capital de 7622 €

Siège social : 102 rue de Lannoy 59650 VILLENEUVE D'ASCQ

R.C.S. de Lille Métropole N° 421 850 066

Procès-verbal de l'assemblée générale Extraordinaire du 27 avril 2016

L'an Deux Mille Seize, le vingt-sept avril à seize heures ; l'associé unique de la société APEN (Accompagnement Protection Evènement Nord) s'est réunie en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, à l'effet de se prononcer sur la résolution suivante :

Première résolution

Conformément à la demande du Conseil National des Activités de Sécurité Privée (CNAPS), l'associé unique décide de modifier les statuts en supprimant le terme « enquête » de l'article 3, et ce, de sorte à ce que seule la mention « Sécurité » figure dans le paragraphe « Activité(s) Exercé(s) » du K-bis (en lieu et place de la mention « Enquête et sécurité » actuel seul en lieu et place de la mention « enquête et sécurité »).

Cette résolution est adoptée par l'associé unique à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est levée ce jour à 16h05. De tout ce qui dessus il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique.

Signature du Président et associé unique :

SARL GROUPE EXCELLENCE, représentée par son Gérant, M. Moez BEN KHELIL

A.P.E.N
114, rue Saint Jean
59100 ROUBAIX
Tél. 03 20 73 16 93 - Fax : 03 20 73 81 07
Siret 421 850 066 00034 - APE 8010Z
contact@apen.fr

GROUPE EXCELLENCE
114, rue Saint Jean
59100 ROUBAIX
Tél. 03 20 73 16 93 - Fax : 03 20 73 81 07
Siret 421 850 066 00034 - APE 8010Z

- 3 MAI 2016

Société par Actions Simplifiée

A.P.E.N. (Accompagnement Protection Evènement Nord)

Au Capital de 7 622 €

Siège Social : 102, Rue de Lannoy

59650 VILLENEUVE D'ASCQ

R.C.S. LILLE METROPOLE 421 850 066

S T A T U T S

MBK

LE SOUSSIGNE :

La **S.A.R.L. GROUPE EXCELLENCE** au capital de 1 000 000 €, ayant son siège social à ROUBAIX 59100, 114, Rue Saint Jean, immatriculée au R.C.S. de LILLE METROPOLE sous le numéro 514 997 584 représentée par **Mr Moez BEN KHELIL**, agissant en qualité de Gérant, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 29/12/2014,

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société A.P.E.N. lors de sa transformation en Société par actions simplifiée.

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET- SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – FORME

La Société a été constituée sous la forme de la Société à Responsabilité Limitée (pluripersonnelle) par acte sous seing privé en février 1999 puis de façon unipersonnelle en date du 20/07/2009 suite à un contrat d'apport à la S.A.R.L. GROUPE EXCELLENCE.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée par décision de l'associée unique en date du **31/12/2014**.

La Société continue d'exister sous la forme de la Société par Actions Simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur notamment par le nouveau Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – DENOMINATION

La dénomination sociale reste : **A.P.E.N. (Accompagnement Protection Evènement Nord)**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " Société par actions simplifiée " ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 – OBJET

La Société continue d'avoir pour objet, en France et dans tous pays :

La sécurité, la surveillance, la prévention et le gardiennage des personnes et des biens meubles et immeubles ainsi que toutes transactions tel que, achat vente location ou autre de produits ou de matériels et également ;

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 4 – SIEGE SOCIAL – SUCCURSALES

Le siège de la Société est fixé à **VILLENEUVE D'ASCQ 59650, 102, Rue de Lannoy**.

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 – DUREE – ANNEE SOCIALE

1 – La durée de la Société reste de **99 années** à compter du 11/02/1999, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 – L'année sociale commence le **1^{er} janvier** et finit le **31 décembre**.



TITRE II

CAPITAL – ACTIONS

Article 6 – FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport d'une somme de 50 000 Frs soit 7 622,45 €. Lors de l'A.G.E. en date du 13/11/2001, le capital a été arrondi au nombre entier d'euros immédiatement inférieur soit 7 622 € et entièrement libéré.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **sept mille six cent vingt-deux euros (7 622 €)**. Il est divisé en **500** actions d'une seule catégorie de **15,244 €** chacune, libérées en totalité de leur valeur nominale.

Article 8 – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique sur rapport du Président de la Société.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

L'associé unique peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre le souscripteur défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 – REDUCTION DU CAPITAL

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes " nominatifs purs " ou des comptes " nominatifs administrés " au choix de l'associé.



Article 12 – CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

1 – La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3 – La cession ou transmission des actions de l'associé unique est libre.

4 – En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est libre.

5 – La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes.

Article 13 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1- Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2- L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

TITRE III

DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 – PRESIDENT

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 15 – POUVOIRS DU PRESIDENT

1 – Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions de l'associé unique limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et les présents statuts.

Article 16 – AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'associé unique peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales.

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment par l'associé unique sur la proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'associé unique détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.



Article 17 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération du Président et celle des autres dirigeants est déterminée par l'associé unique. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 18 – CONVENTIONS

Les conventions définies à l'article L.227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L.227-10 du Code de commerce, la Société ne comportant qu'un seul associé, il est seulement fait mention au Registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée.

Article 19 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

TITRE IV

DECISIONS

Article 20 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

Toutes les décisions qui doivent être prises collectivement dans les Sociétés pluripersonnelles relèvent de la compétence exclusive de l'associé unique, sur proposition du Président. Elles concernent :

- les modifications du capital social ;
- la fusion, la scission ou un apport partiel d'actif de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'arrêté des comptes annuels et l'affectation du résultat ;
- la dissolution de la Société ;
- la rémunération des dirigeants ;
- le transfert du siège social.

Ces décisions font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre spécialement destiné à cet effet.

Article 21 – AUTRES DECISIONS

Toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'associé unique sont de la compétence du Président.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX –

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 22 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5.



Article 23 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L.123-1 et suivants du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du Groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Article 24 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que l'associé unique décidera de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique détermine la part attribuée sous forme de dividende et prélève les sommes qu'il juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 25 – MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'associé unique peut opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par lui.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts et, compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger de l'associé unique aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.



TITRE VI

CAPITAUX PRORES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 26 – CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter de l'associé unique de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même en cas d'absence de décision de l'associé unique.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 27 – TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme sur décision de l'associé unique à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de Société.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

Article 28 - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'associé unique peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 29 – CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les dirigeants et la Société, soit entre l'associé unique et la Société ou les dirigeants de la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.



Article 30 – DESIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ont été nommés, pour une durée de six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire du 29/06/2012, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

- S.A.R.L. AUDIT Serge MARTIAUX, 141 rue Du Faubourg des Postes 59000 LILLE, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire.
- S.A.S.AUDIT COMMISSARIAT, 20 Place Jean Jaurès 62220 CARVIN, en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant.

Statuts adoptés par décision de l'associé unique du 27/04/2016

MARZ BEN KHEWL

A stylized handwritten signature consisting of several vertical, slightly curved strokes.